

«Il est temps d'arrêter le soutien politique aux éoliennes!»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Selon François Rollet, l'éolien pose aussi bien un problème écologique, qu'économique et fiscal. Il appelle la France et l'Europe à abandonner ses investissements dans cette énergie.

Par François Rollet. Publié le 27/04/2021

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/il-est-temps-d-arreter-le-soutien-politique-aux-eoliennes-20210427>



«Il est temps que la France ouvre les yeux sur l'éolien». Adobe Stock

François Rollet est le porte parole d'Action Écologie.

Les éoliennes sont devenues le symbole des énergies renouvelables et de la transition énergétique. Le ministère de l'écologie leur accorde une place importante : «Un développement important de l'énergie éolienne en France est attendu pour répondre aux objectifs fixés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et par la Directive Européenne sur les Énergies Renouvelables. ». La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) adoptée par décret le 21 avril 2020 prévoit de doubler le nombre d'éoliennes à l'horizon 2028, portant leur nombre à 20 000, contre un peu plus de 8 000 en 2020. Présentées comme une énergie propre et durable, elles présentent des coûts cachés qui en font une aberration d'un point de vue environnemental et économique.

S'il est vrai que l'énergie produite par les éoliennes n'est pas en soit polluante, elle produit indirectement énormément de pollution. Leur intermittence liée à la dépendance du vent fait qu'elles ne peuvent fonctionner qu'avec une faible partie de leur capacité (35 % maximum pour des éoliennes en mer dans des régions venteuses). Ce faisant, il est nécessaire de compenser cette faible productivité par l'utilisation d'autres énergies comme le charbon ou le gaz. L'exemple de l'Allemagne est bien connu : avec une part de l'énergie éolienne dans son mix énergétique plus importante qu'en France, 29.4 % de la production allemande repose sur le charbon et 15 % sur le gaz naturel. Ainsi le développement de

l'énergie « propre » qu'est l'éolien doit s'accompagner d'une augmentation des énergies polluantes. Une situation illogique d'un point de vue écologique.

Pour ne rien arranger la construction et le démantèlement des éoliennes en fin de vie sont aussi sources de pollution. Certains composants essentiels aux éoliennes nécessitent des « terres rares ». Le problème est que la Chine était en 2017 en situation de quasi-monopole avec 80 % de la production mondiale. L'extraction de tels matériaux est destructrice pour l'environnement mais est tolérée par les promoteurs des éoliennes car celle-ci n'a pas lieu en occident. En outre, cette situation nous rend dépendant de la Chine pour la construction de nos centrales. À l'heure où les tensions montent entre l'UE et Pékin du fait de la politique autoritaire de cette dernière, l'éolien fait courir un risque géopolitique. Il est de plus incompatible avec la souveraineté européenne tant vantée. Quant au démantèlement, les pales sont composées de matériaux composites et principalement de plastique qui sont très difficiles à recycler. Cette situation a abouti à des « cimetières d'éoliennes » aux États-Unis. Ainsi au Wyoming, 1000 pales de turbines en fibre de verre ont été enterrées. Une situation qui constitue une bombe à retardement pour la France et les pays européens.

Mais le coût des éoliennes n'est pas juste écologique. Il est aussi économique et fiscal. L'un des principaux problèmes économiques de l'éolien est que le prix d'achat de cette énergie n'est pas soumis aux règles du marché car celui-ci est garanti par l'État. Le surcoût de cet achat est payé par les consommateurs finaux à travers la contribution au service public de l'électricité (CSPE), une taxe que payent les particuliers, les entreprises et les collectivités. Le développement d'une fiscalité « écologique » visant les émissions carbone, tel que la TIPCE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Énergétiques), s'inscrit d'ailleurs dans la promotion de ces énergies vertes : à la fois un outil pour dissuader des comportements mais aussi faire rentrer des recettes afin d'en affecter officiellement une partie aux politiques environnementales. Ce système de taxation est source d'instabilité sociale. Le mouvement des Gilets jaunes est une réponse à l'augmentation de la TIPCE.

L'Allemagne qui était pourtant un pays favorable à l'éolien est peu à peu en train de changer d'avis. La baisse de subventions aux éoliennes, décidée en Allemagne en 2016, avec un soutien bipartisan de la CDU et des sociaux-démocrates, montre d'ailleurs une volonté du gouvernement d'Outre-Rhin de mettre fin à un surinvestissement envers une énergie qui n'est pas suffisamment productive. Il est temps que la France ouvre les yeux sur l'éolien.